



# Présentation de la Réforme de l'Organisation des Services de l'Etat en Guyane



# Les objectifs attendus de la Réforme

Une nouvelle organisation des services de l'Etat voulue par le Président de la République pour :

- Être plus efficace dans la mise en œuvre des politiques publiques
- Mieux accompagner les collectivités locales et les acteurs socio-économique dans la réalisation de leurs projets

## TROIS PRINCIPES POUR LA NOUVELLE ORGANISATION



une **intégration interministérielle** des services déconcentrés plus forte



une organisation plus **simple** et plus **lisible** pour les collectivités locales et les acteurs socio-économiques



une logique de **guichet unique**, afin de fonctionner en mode projet



### En cible



980 agents concernés par la Réforme au 01/01/2020

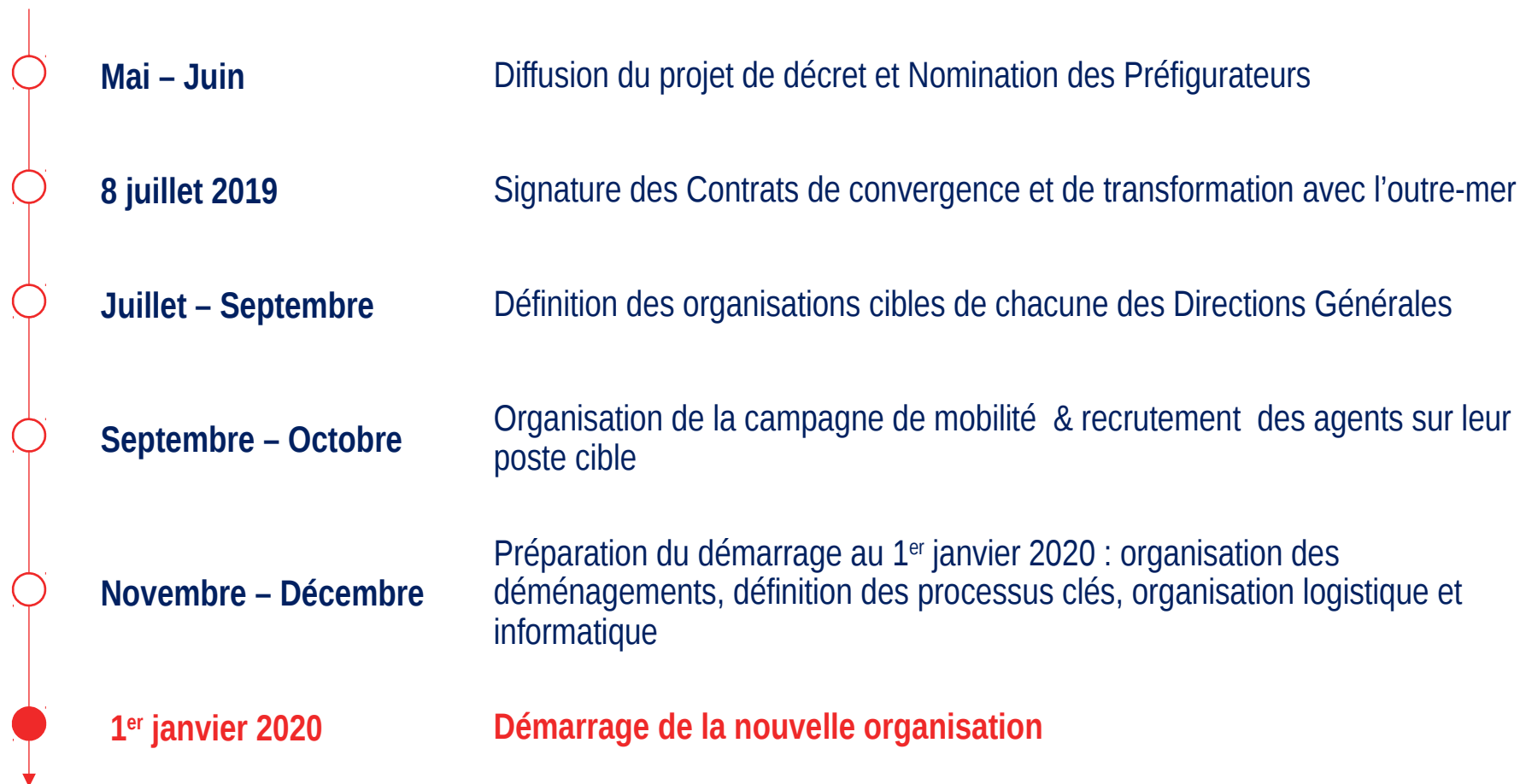


La création de 5 nouvelles Directions Générales au 1<sup>er</sup> janvier 2020

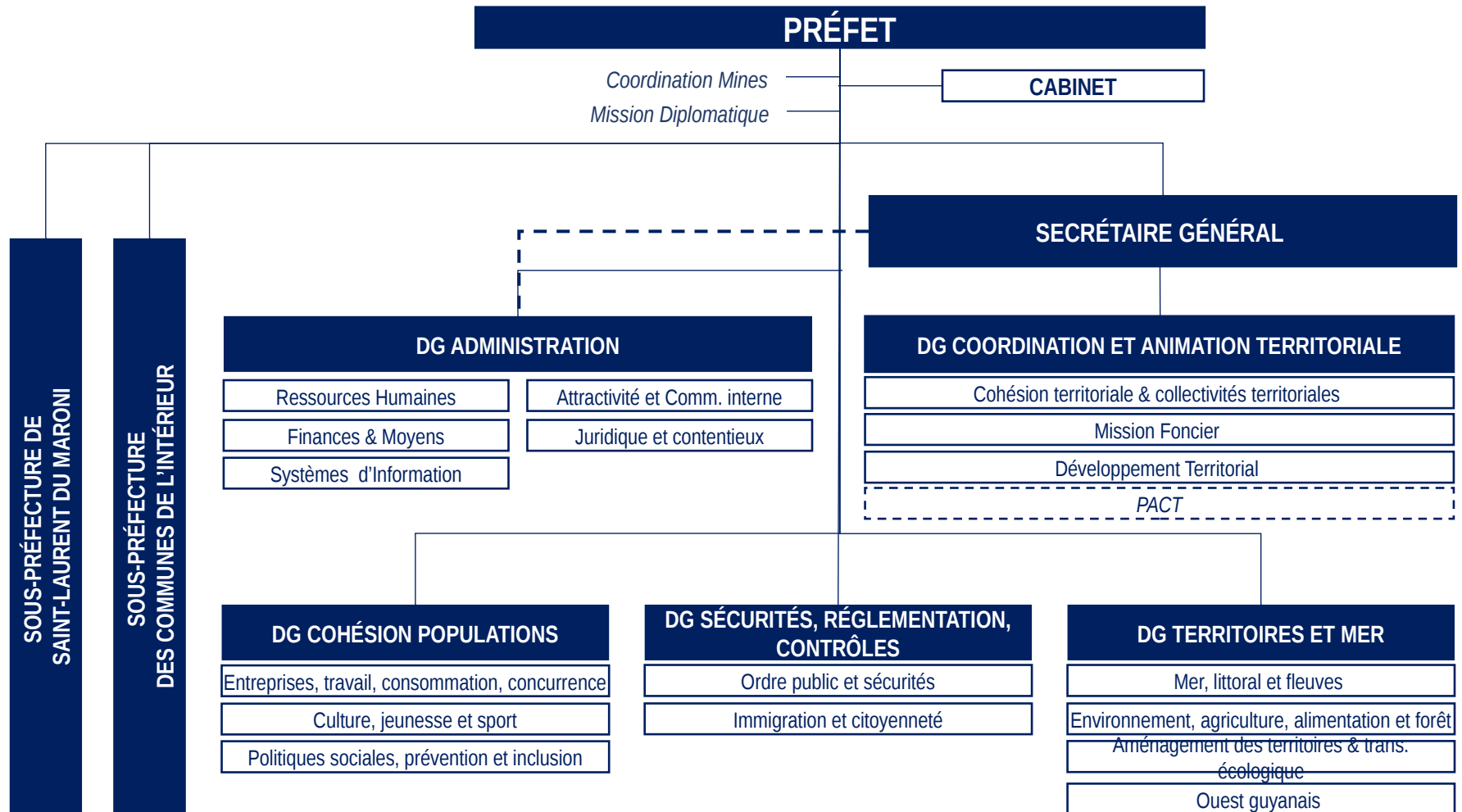


La construction de deux cités administratives

# La mise en œuvre de la Réforme



# La nouvelle organisation des services de l'Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2020



# La Plateforme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT)

*L'un des totems de la Réforme : « Mieux accompagner les collectivités locales et les acteurs socio-économique dans la réalisation de leurs projets »*

- **Pour cela, la nouvelle organisation s'appuiera sur la DG Coordination et Animation Territoriale, en charge notamment des collectivités locales**, qu'il s'agisse de leur financement en termes de dotations ou de subventions d'investissement (DETR/DsiL/DsiD/FEi), du contrôle de leurs actes, ou de leur accompagnement dans la mise en œuvre de leurs projets
- **C'est en son sein que figurera la PACT, Plateforme d'appui aux collectivités territoriales**, qui sera armée par trois agents d'ores et déjà identifiés aux profils complémentaires (technique, administratif et juridique) et dont le travail sera complémentaire avec le dispositif de soutien à l'ingénierie proposé par l'AFD : assistance à maîtrise d'ouvrage,, appui au lancement de marchés, fluidification de la gestion administrative, apport d'expertise en financements de projets publics etc.